



# ÉCLAIRAGES ET SYNTHÈSES

## LE PORTRAIT SOCIO-ÉCONOMIQUE DU BASSIN DE GRASSE



### Sommaire

- p. 02 Une situation démographique stable
- p. 03 Un tissu économique porté par les TPE  
L'emploi concurrentiel reste stable
- p. 04 Le profil des emplois du territoire
- p. 05 Près de la moitié des offres d'emploi se répartissent  
sur trois domaines professionnels
- p. 06 Une réduction du potentiel d'emploi
- p. 08 La crise sanitaire a stoppé l'amélioration de la  
situation de la demande d'emploi entamée fin 2018
- p. 09 La demande d'emploi des jeunes plus durement  
touchée par la hausse du chômage  
Le chômage de très longue durée perdure
- p. 10 Les mutations du marché du travail - Près de  
7 160 reprises d'emploi en 2019
- p. 11 Le Pacte Régional d'Investissement dans les  
Compétences 2019-2022
- p. 12 1 090 entrées en formation de demandeurs d'emploi  
en 2019 - Pôle emploi est le principal prescripteur de  
formation du bassin
- p. 13 60% des sortants de formation ont accédé à un  
emploi six mois après la fin de leur formation - Les  
formations du Conseil Régional permettent un  
meilleur accès à l'emploi
- p. 14 Les mobilités géographiques des demandeurs  
d'emploi
- p. 15 En résumé
- p. 16 Méthodologie

### L'essentiel

Le portrait socio-économique présenté dans ce support a pour objectif d'identifier les principales caractéristiques du marché du travail pour le territoire et son environnement. Il vise à mieux comprendre les enjeux en termes d'emploi et de chômage.

La crise sanitaire de la COVID-19 et le confinement associé, qui a duré du mardi 17 mars au lundi 11 mai, ont entraîné l'arrêt de nombreuses activités économiques. En termes économiques, on s'attend donc à des répercussions dans les secteurs phares du bassin.

Les chiffres clés du territoire :

- ① 107 000 habitants au 1<sup>er</sup> janvier 2017.
- ② 12 990 établissements marchands hors agriculture à fin 2017.
- ③ 24 190 salariés du secteur concurrentiel à fin 2020
- ④ 5 025 offres enregistrées dans les agences Pôle emploi du bassin entre juillet 2019 et juin 2020.
- ⑤ 8,2 % de taux de chômage au 2<sup>e</sup> trimestre 2020.
- ⑥ 10 120 demandeurs d'emploi toutes catégories au 2<sup>e</sup> trimestre 2020, dont 55% de demandeurs d'emploi indemnisés.
- ⑦ 9 000 demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B et C au 2<sup>e</sup> trimestre 2020, dont 14% de bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA), 8% de bénéficiaires d'obligation d'emploi et 13% résidents en Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV).



### Une situation démographique stable

Au 1<sup>er</sup> janvier 2017, le nombre d'habitants du bassin d'emploi dépasse les 107 000 (dix septième bassin le plus peuplé de la région sur les vingt-deux) [cf. **Tableau 1**]. La densité de population est de 136 habitants au km<sup>2</sup> (160 pour la région).

Entre 2012 et 2017, la population affiche un taux de variation nul (+0,4% en région) alors que sur la période 2007 - 2012, le nombre d'habitants augmentait de +0,5% en moyenne par an. Cette stagnation résulte d'une régression des mouvements migratoires compensée par un accroissement du solde naturel.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2017, le bassin a une structure par âge semblable à la région. Les moins de 25 ans représentent 28% de la population totale comme en région. Avec 9% de la population en âge de travailler, le taux d'étudiants est plus faible dans ce territoire (10% en région). Les 55 ans et plus comptent pour 34% dans le bassin de Grasse et le taux de retraités est identique à celui de la région (6%).

Tableau 1

#### Estimation de la population au 1<sup>er</sup> janvier 2017

	Nombre d'habitants		Poids	
	région	bassin de Grasse	région	bassin de Grasse
Hommes	2 406 100	<b>52 200</b>	48%	<b>49%</b>
Femmes	2 624 800	<b>54 800</b>	52%	<b>51%</b>
0-14 ans	846 500	<b>19 100</b>	17%	<b>18%</b>
15-24 ans	550 800	<b>10 600</b>	11%	<b>10%</b>
25-54 ans	1 858 200	<b>40 500</b>	37%	<b>38%</b>
55-64 ans	643 500	<b>14 400</b>	13%	<b>13%</b>
65 ans et +	1 131 900	<b>22 500</b>	22%	<b>21%</b>
Ensemble	5 030 900	<b>107 000</b>	100%	<b>100%</b>

Source : INSEE, Recensement de la population

Tableau 2

#### Estimation de la population active au 1<sup>er</sup> janvier 2017

	Nombre d'actifs		Poids	
	région	bassin de Grasse	région	bassin de Grasse
15-24 ans	214 100	<b>4 300</b>	10%	<b>9%</b>
25-54 ans	1 632 000	<b>36 500</b>	74%	<b>74%</b>
55-64 ans	359 600	<b>8 900</b>	16%	<b>18%</b>
Ensemble	2 205 700	<b>49 600</b>	100%	<b>100%</b>

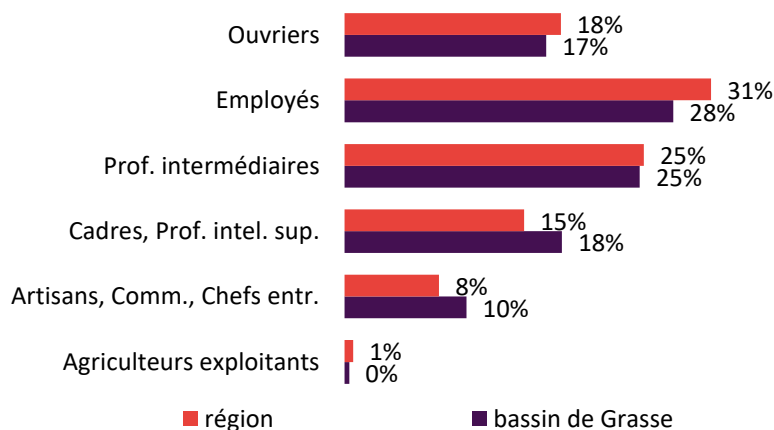
Source : INSEE, Recensement de la population

Le nombre d'actifs début 2017 dépasse les 49 600, soit 76% des 15-64 ans (72% en région). Les profils par tranche d'âge des actifs sont relativement identiques dans le bassin et la région [cf. **Tableau 2**]. Toutefois, 61% des 55-64 ans sont actifs dans le bassin (56% en région).

Les actifs du bassin sont toujours composés en majorité de d'employés et professions intermédiaires. A noter que la part d'artisans, commerçants et chefs d'entreprises est plus représentée qu'en région.

Graphique 1

#### Répartition des actifs par catégorie socioprofessionnelle en 2017



Le bassin compte beaucoup plus de cadres que la moyenne régionale [cf. **Graphique 1**].

La catégorie socioprofessionnelle de la population active s'équilibre entre 2012 et 2017 : -0,7 pt pour les cadres et les artisans, commerçants, chefs d'entreprises et +0,4 pt pour les professions intermédiaires.

Source : INSEE, Recensement de la population

### EN SAVOIR PLUS

- Les résultats du recensement de la population publiés par l'INSEE ([lien](#))

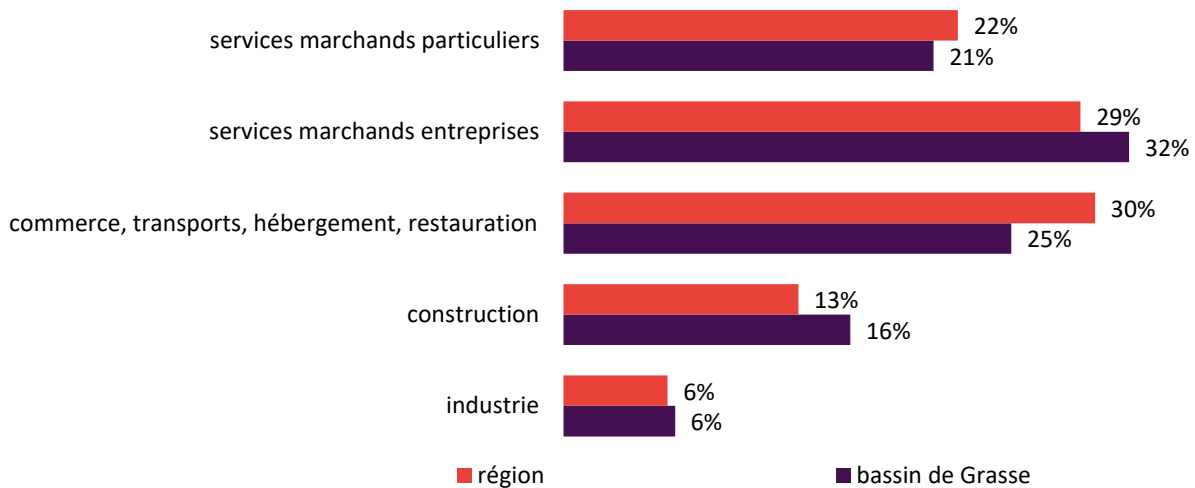


## Un tissu économique porté par les TPE

Fin 2017, 12 990 établissements composent les activités marchandes hors agriculture du bassin, soit 2% de l'ensemble des établissements de la région. L'économie locale est moins orientée sur la production de biens et de services auprès des personnes présentes sur le territoire, résidentes ou touristes : fin 2016, le poids de l'emploi présentiel est toujours inférieur à celui de la région (68% contre 71%). Le tissu productif local comporte plus d'établissements du secteur des services marchands entreprises (3 points d'écart avec la région) et 96% des établissements ont moins de dix salariés [cf. Graphique 2]. En 2017, le taux de créations d'entreprise est égal à celui de la région (12%).

Graphique 2

### Répartition du tissu économique par secteur d'activité au 31 décembre 2017



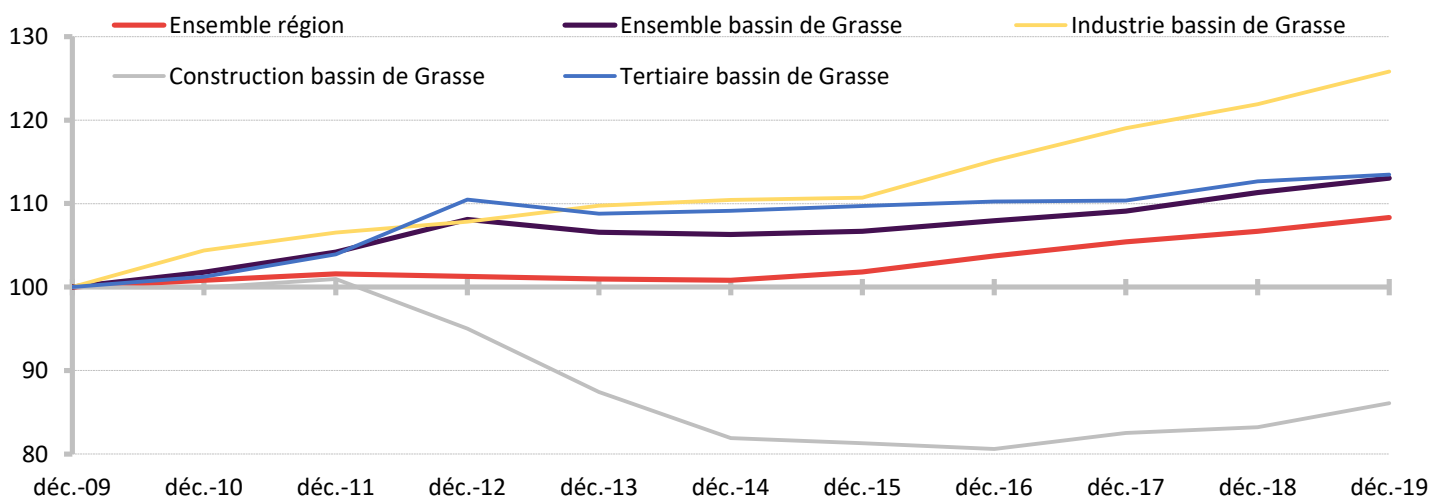
Source : INSEE, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene)

## L'emploi concurrentiel reste stable

Le taux d'emploi du bassin (66%) est relativement plus haut que celui de la région (62%). Le nombre de salariés du secteur privé est en progression depuis 2014 dans le bassin [cf. Graphique 3], poussé par le dynamisme de l'industrie et du secteur tertiaire. À fin 2019, 3 320 établissements du secteur privé y emploient 24 190 salariés, ce qui représente 2% de l'emploi salarié régional.

Graphique 3

### Évolution de l'emploi salarié (indice de référence au 31 décembre 2009 = 100)

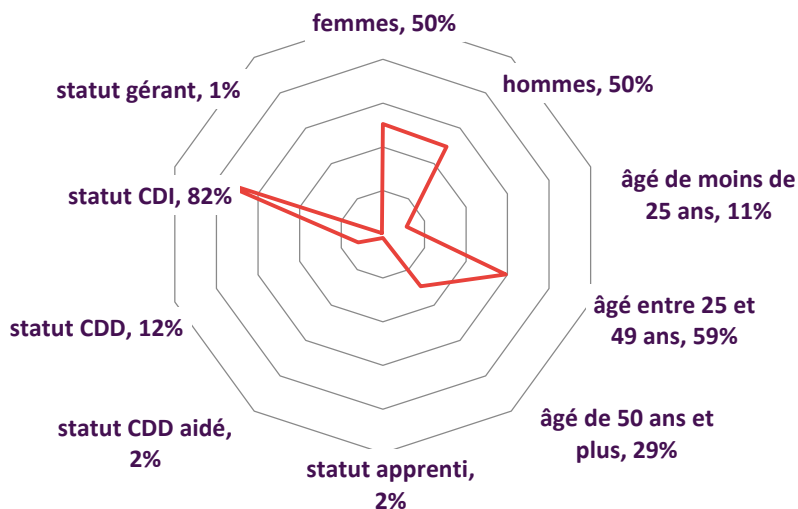


Source ACOSS - URSSAF, effectifs salariés annuels, données brutes

Le profil des emplois du territoire

Graphique 4

Répartition des effectifs salariés par sexe, âge, statut



Source : ACOSS - Pôle emploi SISF / DADS 2016

À fin 2016, 22 690 personnes étaient salariées dans le bassin, selon le champ de la statistique DADS [cf. Graphique 4]. Le salarié type est âgé de 25 à 49 ans dans 59% des cas et en CDI dans 82% des cas.

31% des femmes travaillent à temps partiel, contre 12% pour les hommes. 9% des femmes travaillent à mi-temps ou moins (5% des hommes) [cf. Tableau 3].

L'étude des DADS fait ressortir le secteur de la fabrication d'huiles essentielles comme le 1<sup>er</sup> secteur employeur du bassin en NACE 700 [cf. Tableau 4].

Tableau 3

Répartition du temps de travail par sexe

	Femmes	Hommes	Ensemble
Quotité de travail de moins de 25%	4%	3%	4%
Quotité de travail entre 25% et 50%	5%	2%	4%
Quotité de travail entre 50% et 75%	12%	5%	8%
Quotité de travail de 75% et plus	10%	2%	6%
Temps plein	69%	88%	78%

Source : ACOSS - Pôle emploi SISF / DADS 2016

Tableau 4

Les 10 premiers secteurs employeurs (NACE 700)

	Effectifs	Part
Fabrication d'huiles essentielles	1 970	9%
Administration publique générale	1 510	7%
Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base	1 290	6%
Hébergement médicalisé pour personnes âgées	710	3%
Hypermarchés	700	3%
Supermarchés	510	2%
Restauration traditionnelle	470	2%
Activités hospitalières	450	2%
Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	410	2%
Conseil en relations publiques et communication	380	2%
<b>Ensemble</b>	<b>22 690</b>	<b>100%</b>

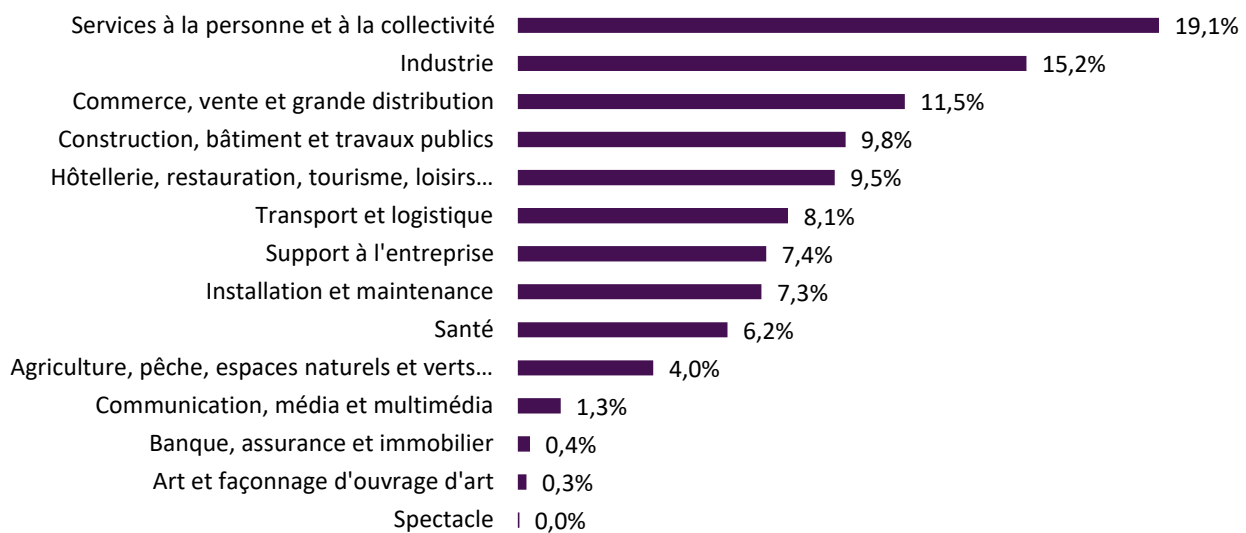
Source : ACOSS - Pôle emploi SISF / DADS 2016

## Près de la moitié des offres d'emploi se répartissent sur trois domaines professionnels

De juillet 2019 à juin 2020, 5 025 offres d'emploi ont été déposées dans l'agence Pôle emploi du bassin. Sur cette même période, les métiers des services à la personne et à la collectivité enregistrent le plus grand nombre d'offres déposées à Pôle emploi avec 19%. Les métiers de l'industrie suivent avec 15% devant les métiers du commerce, vente et grande distribution (11,5%) [cf. Graphique 5].

Graphique 5

### Répartition par métier agrégé des offres d'emploi déposées sur le site de Pôle emploi de juillet 2019 à juin 2020



Source : Pôle emploi, offres transmises par les partenaires et offres déposées à Pôle emploi, données brutes

Tableau 5

### Top 5 des métiers recherchés par les entreprises (offres déposées)

		Volume	Poids
1 <sup>er</sup>	Nettoyage de locaux	340	7%
2 <sup>e</sup>	Services domestiques	160	3%
3 <sup>e</sup>	Entretien des espaces verts	130	3%
4 <sup>e</sup>	Magasinage et préparation de commandes	130	3%
5 <sup>e</sup>	Assistance auprès d'adultes	130	3%

Source : Pôle emploi, offres transmises par les partenaires et offres déposées à Pôle emploi, données brutes

#### Impacts de la crise sanitaire sur les offres diffusées à Pôle emploi :

Il ressort de la crise sanitaire une baisse de -14% à fin juin 2020 pour le nombre d'offres déposées à Pôle emploi au cours des douze derniers mois, soit un total de 5 025. Les contrats à durée déterminée ont été les plus impactés par ce recul (-35,5% pour les plus de six mois et -17,6% pour les moins de six mois). Les contrats à durée indéterminés sont en baisse également (-5,6%). Les secteurs les plus pourvoyeurs en poste de ce bassin, tels que les activités des services administratifs et de soutien et la santé humaine et action sociale n'ont pas été épargnés.

#### EN SAVOIR PLUS

- Offres diffusées par Pôle emploi en région ([lien](#))



## Une réduction du potentiel d'emploi

L'analyse des données ACOSS des flux d'emploi illustre un contexte défavorable. En effet, à fin juin 2020, le nombre de déclarations préalables à l'embauche sur les douze derniers mois diminue de -18% sur un an et s'établit à 53 000 unités [cf. [Tableau 6](#)]. En dehors du secteur des entreprises de travail temporaire (20 310 soit 38% des DPAE), les secteurs de la santé humaine et action sociale (9 725 soit 18% des DPAE et 30% des DPAE hors intérim) et celui de l'hébergement, restauration (7 940 soit 15% des DPAE et 24% des DPAE hors intérim) sont ceux qui ont le plus embauché au cours de l'année. Toutefois, ces derniers utilisent majoritairement des contrats précaires.

Tableau 6

### DPAE par durée de contrat (cumul entre juillet 2019 et juin 2020)

	Volume	Poids	Évolution
Contrats de moins d'un mois	21 000	40%	-20%
Missions intérimaires	20 300	38%	-22%
Contrats de six mois et plus	7 500	14%	-5%
-Autres- (*)	4 200	8%	
<b>Ensemble</b>	<b>53 000</b>	<b>100%</b>	<b>-18%</b>

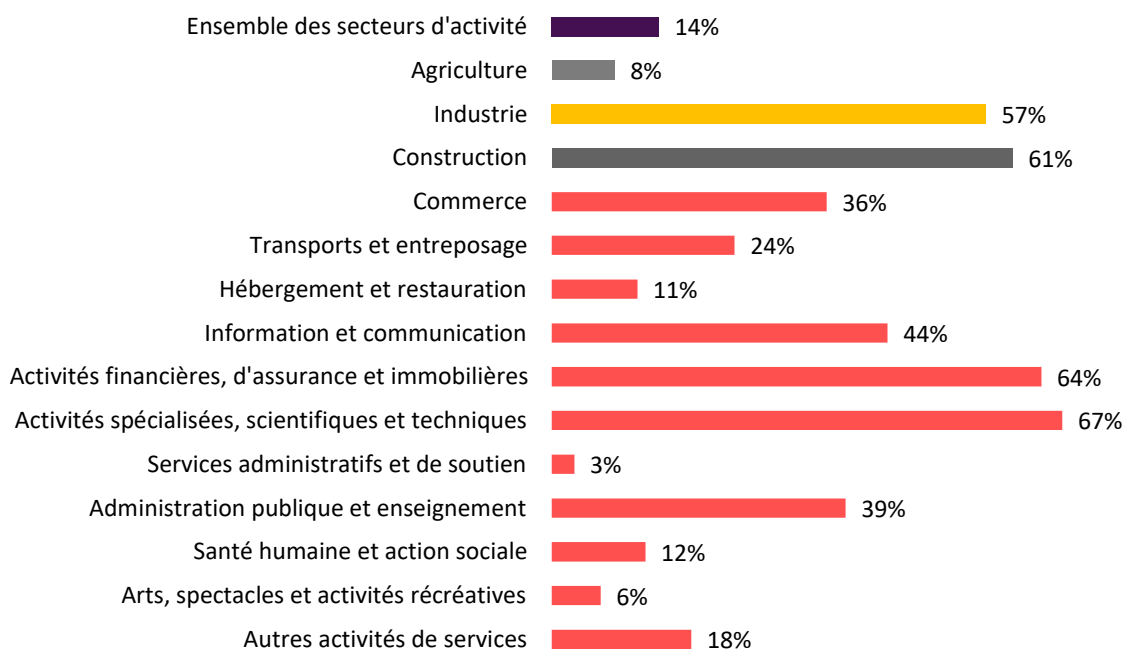
(\*) Autres comprend les "1-5 mois" et les "non renseignés"

Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche

Les contrats de six mois et plus représentent 14% des DPAE. Les activités spécialisées, scientifiques et techniques et les activités financières, d'assurance et immobilières (resp. 2% et 1% des DPAE hors intérim) s'orientent principalement vers de l'emploi durable avec des poids de contrats durables de l'ordre de 67% et 64%. Le secteur du commerce (13% des DPAE hors intérim) a recours pour un peu plus d'un tiers à des contrat à de l'emploi durable [cf. [Graphique 6](#)].

Graphique 6

### Poids des contrats de six mois et plus dans les DPAE par secteur d'activité (période d'observation juillet 2019 - juin 2020)



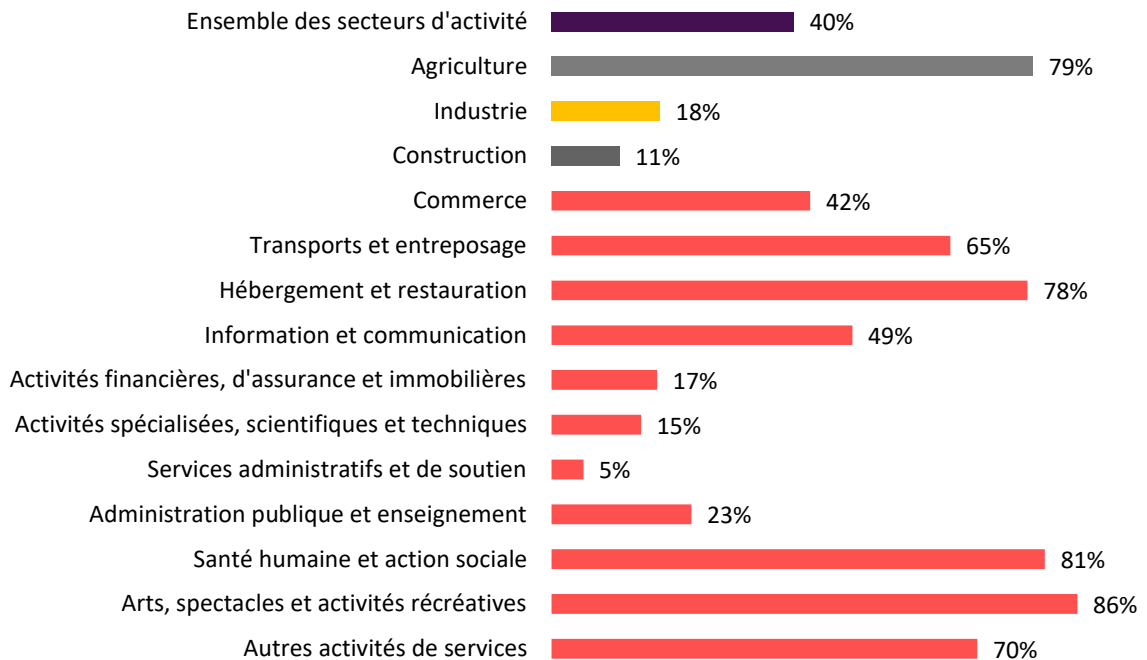
Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche



Une DPAE sur quatre concerne des contrats d'une durée inférieure à un mois. Néanmoins, pour la plupart des secteurs d'activité, le poids de ces contrats est supérieur [cf. Graphique 7], notamment pour certains secteurs « saisonniers », comme l'hébergement, restauration et les arts, spectacles et activités récréatives (respectivement 24% et 5% des DPAE hors intérim). Les secteurs de la santé humaine et action sociale et les autres activités de services présentent aussi une part de contrats courts.

### Graphique 7

#### Poids des contrats de moins d'un mois dans les DPAE par secteur d'activité (période d'observation juillet 2019 - juin 2020)



Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche

#### Impacts de la crise sanitaire sur les DPAE à Pôle emploi :

Sur les douze derniers mois et essentiellement sur le dernier trimestre, pendant lequel s'est déroulé le confinement, la plupart des sous-secteurs, exceptés ceux d'agriculture et des activités immobilières, ont effectué moins de recrutements que sur la période annuelle précédente.

Les activités de services administratifs et de soutien ont recruté 22 250 contrats et sont en recul de -21% par rapport au cumul juillet 2018 - juin 2019. La santé humaine et action sociale connaît une baisse de -8% sur les douze derniers mois avec 9 725 déclarations préalable à l'embauche. Parmi les autres plus importants secteurs d'activité, celui de l'hébergement restauration subit un recul de -32% alors que celui du commerce, réparation automobiles et motocycles est stable.

#### Les intentions d'embauches issues de l'enquête Besoins en Main d'Œuvre

##### Les intentions d'embauche issues de l'enquête Besoins en Main d'Oeuvre 2020 :

Cette enquête repose sur les réponses des employeurs, interrogés fin 2019 sur leurs intentions d'embauche et leurs difficultés de recrutement anticipées. Habituellement, l'enquête BMO sert à guider l'action publique en identifiant les métiers et les bassins d'emploi pour lesquels on observe de fortes intentions d'embauche, pouvant nécessiter de mettre en place par exemple des formations ou d'accompagner des mobilités professionnelles. Avec la crise du coronavirus, ces prévisions d'embauche ne sont évidemment plus d'actualité, et cette enquête ne pourra pas avoir le même usage opérationnel que les années précédentes. Cependant, les résultats de cette enquête donnent une information sur la conjoncture et les anticipations des employeurs fin 2019 : à ce titre, ils peuvent être utilisés à des fins d'études et de recherche.

#### EN SAVOIR PLUS

• Requêteur de données de l'enquête Besoins en Main d'Oeuvre 2020 en Provence-Alpes-Côte d'Azur ([lien](#))

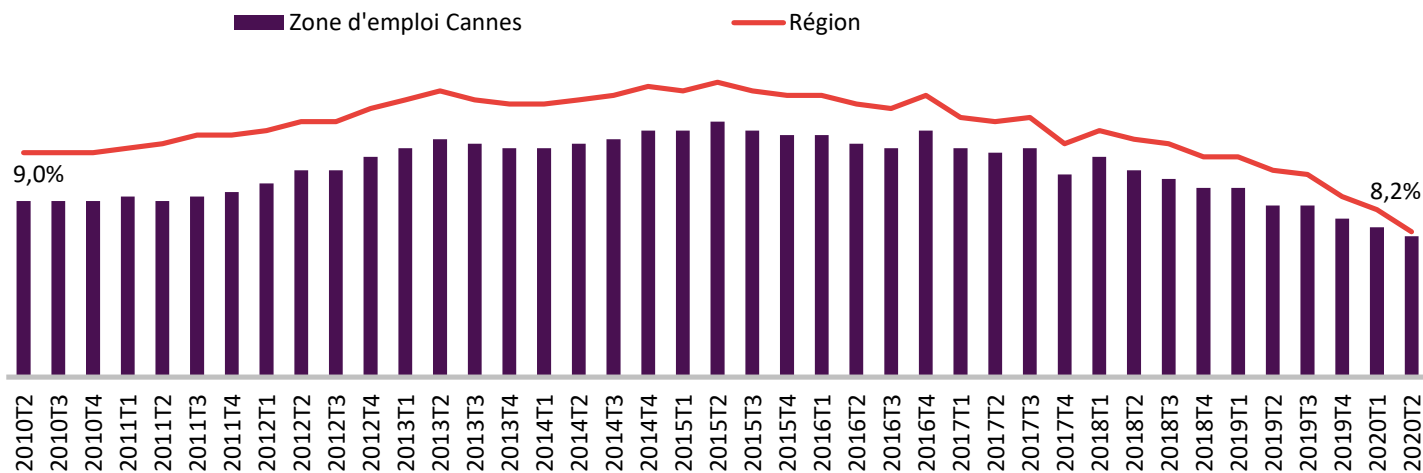


## La crise sanitaire a stoppé l'amélioration de la situation de la demande d'emploi entamée fin 2018

Malgré une tendance haussière jusqu'en juin 2015, le taux de chômage de la zone d'emploi de Cannes a reculé de -0,8 pt en dix ans [cf. **Graphique 8**] pour s'établir à 8,2%, un taux très proche de celui de la région (8,3%). L'écart avec le taux régional est de 0,9 pt en moyenne mais il tend à se rapprocher, depuis plusieurs mois, de la tendance régionale.

Graphique 8

### Taux de chômage localisé

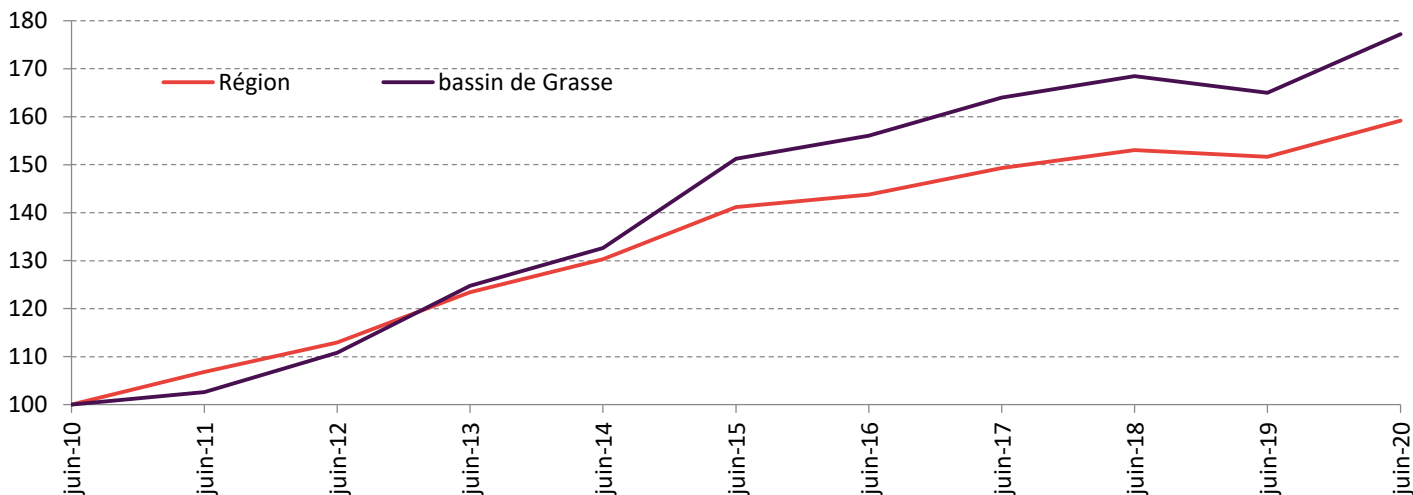


Source : INSEE, enquête Emploi

Du côté de la demande d'emploi, le niveau maximum a été atteint en juin 2020 avec 9 000 DEFM cat. ABC (demandeurs d'emploi à la recherche d'un emploi et immédiatement disponibles). La baisse amorcée en fin 2018 du nombre de personnes inscrites à Pôle emploi a été interrompue par le confinement (+7,4% entre juin 2019 et juin 2020). Le bassin affiche une tendance plus marquée que la région (+5% aussi juin 2019 et juin 2020) [cf. **Graphique 9**]. Sur les douze derniers mois, les entrées de la liste sont nettement supérieures aux sorties de la liste, notamment en mars et avril 2020 où elles sont environ une fois et demi supérieures. La consigne de Pôle emploi pendant le confinement a été de ne pas procéder à des sorties pour radiation administrative, elles ont repris en juin 2020 mais sont huit fois moins importantes qu'au même mois de l'année précédente.

Graphique 9

### Évolution de la DEFM cat. ABC depuis juin 2010 (indice base 100)



Source : Pôle emploi – STMT (données brutes)





## La demande d'emploi des jeunes plus durement touchée par la hausse du chômage

Quelle que soit la tranche d'âge, le nombre de Demandeurs d'Emploi Fin de Mois (DEFM) catégories ABC avait démarré une baisse au cours de l'année 2019, qui s'est interrompue en mars 2020. La demande d'emploi des moins de 25 ans est la plus impactée par cette hausse alors que les autres tranches d'âge connaissent un accroissement plus lent.

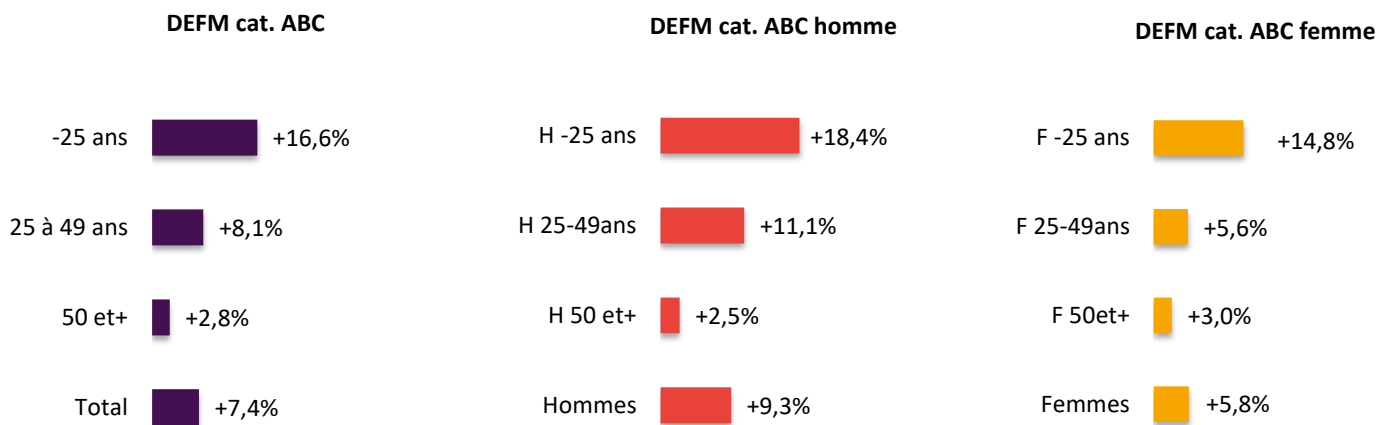
Ainsi, la population des moins de 25 ans variait peu depuis 2013 mais connaît une hausse plus marquée au 2<sup>e</sup> trimestre 2020 pour se chiffrer à 1 130 personnes (soit +160 sur un an). Les 25-49 ans montent à 5 160 (+ 390) et les seniors affichent un niveau jamais atteint (2 710 soit + 70).

Les hommes sont plus affectés que les femmes pour la plupart des tranches d'âge, exceptés les seniors.

La population des moins de 25 ans reste la moins représentée (13%) dans la demande d'emploi (identique pour la région) [cf. Graphique 10].

Graphique 10

Évolution (juin 2019 - juin 2020) par sexe et âge de la DEFM cat. ABC



Source : Pôle emploi – DIRECCTE, STMT (données CVS)

## Les publics spécifiques dans la demande d'emploi du bassin

Les seniors sont plus présents dans le bassin (30%) que dans la région (28%). De même, les femmes sont plus nombreuses avec 53% (51% en région). Il y a proportionnellement moins de bénéficiaires du RSA (14%) dans le bassin qu'en région (20%).

## Le chômage de très longue durée perdue

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi depuis deux ans et plus, appelés Demandeurs d'Emploi de Très Longue Durée (DETLD), a pratiquement quadruplé en dix ans, ce qui confirme l'enlèvement au chômage, autant présent dans le bassin qu'au niveau régional. 2 100 personnes sont touchées par ce phénomène au 2<sup>e</sup> trimestre 2020, soit 24% de la DEFM cat. ABC.

Le nombre de demandeurs d'emploi restés inscrits en catégorie A (sans aucune activité), 365 jours parmi les quinze derniers mois, en cumulé ou non (Indicateur ACO3 de Pôle emploi) est de 2 100 à fin juin 2020, en hausse de +8,2% sur un an.

3 900 DELD  
(≥ 1 an)  
+2% sur un an

2 100 DETLD  
(≥ 2 ans)  
+6,2% sur un an

2 100 en ACO3  
+8,2% sur un an

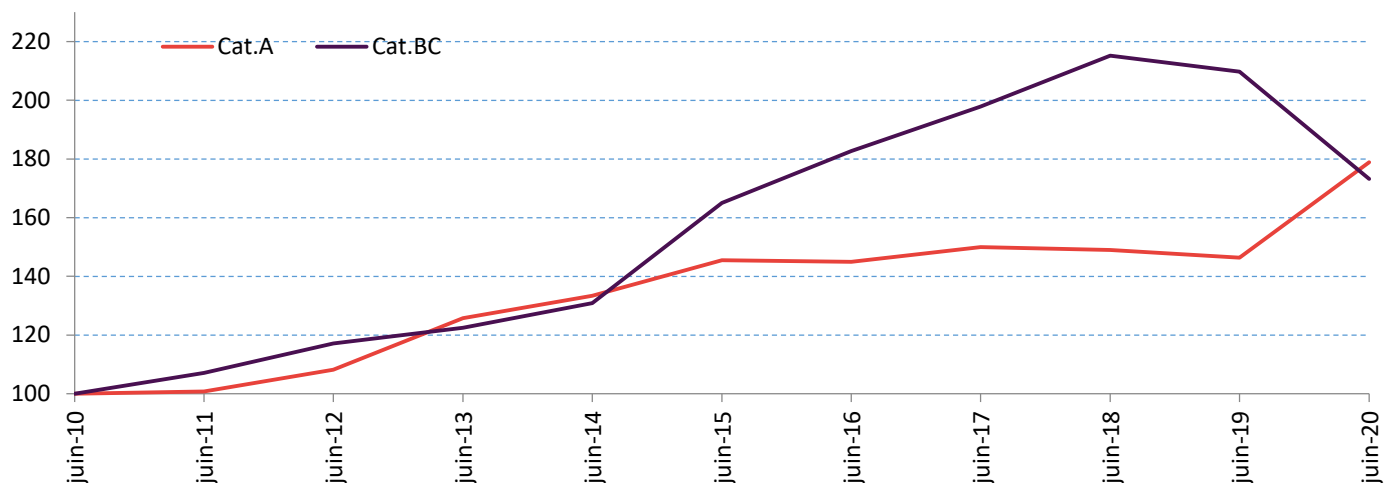


## Les mutations du marché du travail

Jusqu'en 2014, le nombre de demandeurs d'emploi augmentait selon le même rythme, qu'ils soient en activité ou non. De 2015 à 2017, le nombre de personnes exerçant une activité réduite de plus ou moins 78h (catégories B et C) poursuivait sa hausse tandis que le nombre de personnes sans activité (catégorie A) se stabilisait. Depuis juin 2018, la catégorie BC était en augmentation tandis que la catégorie A diminuait. La crise sanitaire a inversé ces tendances. Les bascules entre les catégories de demandeurs d'emploi A et BC impactent fortement l'amplitude des évolutions de chacune, dans le sens contraire à la tendance des précédents mois [cf. Graphique 11].

Graphique 11

Évolution (juin 2010 - juin 2020) de la DEFM cat. A et cat. BC en indice base 100



Source : Pôle emploi – DIRECCTE, STMT (données CVS)

## Près de 7 160 reprises d'emploi en 2019

Les sorties de la liste des demandeurs d'emploi pour reprise d'emploi, comptabilisées dans les déclarations des demandeurs d'emploi lors de leur actualisation mensuelle, ne représentent pas l'exhaustivité des reprises d'emploi. Une reprise d'emploi au sens de l'indicateur « ACO1 » de la convention tripartite de Pôle emploi est calculée pour les demandeurs d'emploi en catégories A et B au cours du mois M-1 qui ont un retour à l'emploi du type : AFPR / POE, DPAE de plus d'un mois, passage en catégorie C ou en E ou reprise d'emploi déclarée [cf. Tableau 7].

L'impact négatif de la crise sanitaire a commencé à se manifester sur cet indicateur au 1<sup>er</sup> trimestre 2020 avec un recul annuel de -15%.

Tableau 7

Modalité des reprises d'emploi des demandeurs d'emploi cat. AB au sens de l'ACO1 en 2019

	Volume	Poids	Évolution
Reprise d'emploi déclarée	780	11%	+4,1%
Passage en C	1 690	24%	+0,1%
Passage en E	20	0%	+18,5%
AFPR / POE	40	1%	-23,2%
DPAE durable	2 800	39%	+3,5%
DPAE non durable	1 830	26%	-7,5%
<b>Ensemble des reprises d'emploi</b>	<b>7 160</b>	<b>100%</b>	<b>-0,5%</b>

Source : Pôle emploi, Fichier historique données brutes – ACOSS, DPAE



## Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences 2019-2022 : une ambition forte et partagée

Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur a été signé mercredi 26 juin 2019 par le Préfet de région et le Directeur régional de Pôle emploi.

Le gouvernement vise au niveau national trois objectifs essentiels :

- former 1 million de demandeurs d'emploi peu ou pas qualifiés et 1 million de jeunes éloignés du marché du travail,
- mieux répondre aux besoins des métiers en tension dans une économie en croissance,
- contribuer à la transformation des compétences rendue nécessaire notamment par la transition écologique et à la transition numérique.

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, les moyens mobilisés pour le Plan d'Investissement dans les Compétences (PIC) sur la période 2019-2022 sont établis à 534 millions d'euros, soit plus de 133 millions d'euros par an. Le public PIC comprend les demandeurs d'emploi ayant un niveau de formation BAC (équivalent au BAC mais sans diplôme obtenu) et infra-BAC (strictement inférieur au BAC). 4 700 personnes sont ciblées « PIC », soit 52% des DEFM cat. ABC [cf. Tableaux 8 et 9]. La part de public PIC, par rapport à la demande d'emploi de catégorie ABC, est plus importante pour les 50 ans et plus, les demandeurs d'emploi de longue durée, les demandeurs d'emploi bénéficiaires de l'obligation d'emploi, les demandeurs d'emploi de longue durée et ceux résidant en Quartier Prioritaire de la Ville (QPV).

Tableaux 8 et 9

### Caractéristiques du public PIC en juin 2020

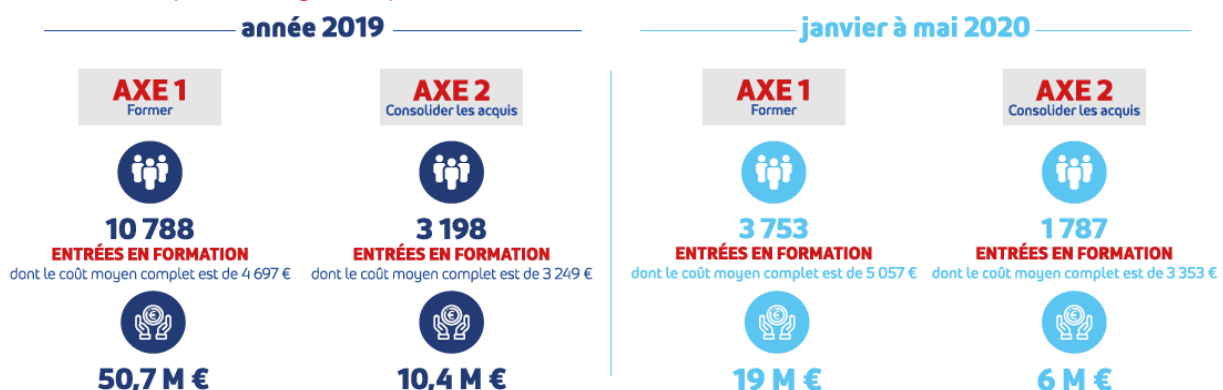
Région	Total	Part public	PIC	Part public	% PIC
Femmes	255 300	51%	119 800	45%	47%
Moins de 25 ans	60 400	12%	30 200	11%	50%
50 ans et plus	138 300	28%	87 100	32%	63%
Demandeurs d'Emploi de Longue Durée	232 700	46%	128 000	48%	55%
Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi	44 000	9%	29 800	11%	68%
Résidant en Quartier Prioritaire de la Ville	75 000	15%	51 600	19%	69%
<b>Ensemble des DEFM cat. ABC</b>	<b>500 800</b>	<b>100%</b>	<b>268 100</b>	<b>100%</b>	<b>54%</b>

bassin de Grasse	Total	Part public	PIC	Part public	% PIC
Femmes	4 800	53%	2 200	47%	46%
Moins de 25 ans	1 100	12%	500	11%	45%
50 ans et plus	2 700	30%	1 600	34%	59%
Demandeurs d'Emploi de Longue Durée	3 900	43%	2 100	45%	54%
Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi	700	8%	500	11%	71%
Résidant en Quartier Prioritaire de la Ville	1 200	13%	800	17%	67%
<b>Ensemble des DEFM cat. ABC</b>	<b>9 000</b>	<b>100%</b>	<b>4 700</b>	<b>100%</b>	<b>52%</b>

Source : Pôle emploi, STMT données brutes au 30 juin 2020

### Les entrées en formation (données régionales)



Source : Pôle emploi, Bilan du PRIC

### EN SAVOIR PLUS

- Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences (PRIC)

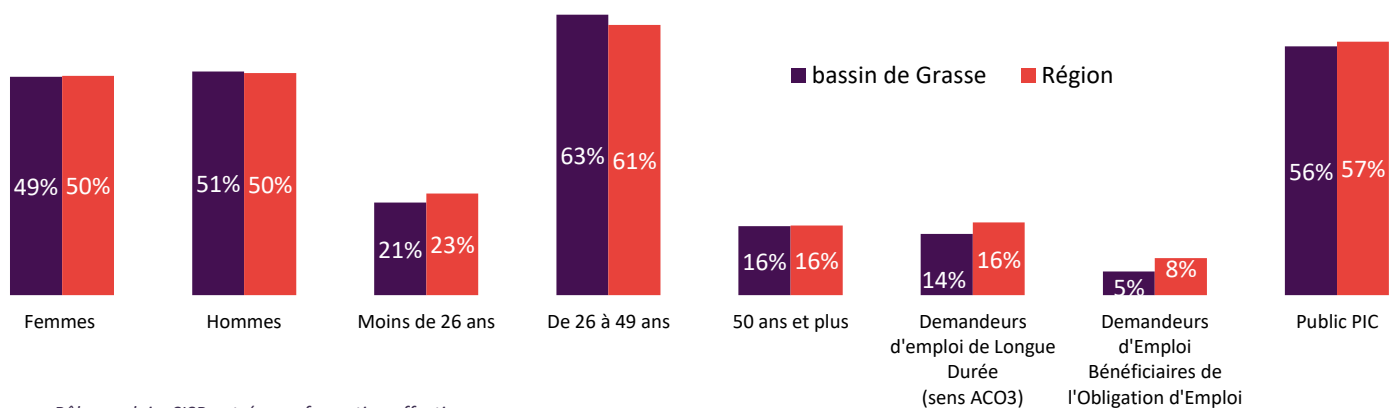


## 1 090 entrées en formation de demandeurs d'emploi en 2019

En 2019, ce sont plus de 1 090 demandeurs d'emploi qui sont entrés en formation dans le bassin de Grasse. Ils représentent 2% des entrants en formation de la région. Le profil des entrants en formation du bassin est assez proche du régional [cf. Graphique 12].

Graphique 12

### Caractéristiques des demandeurs d'emploi entrants en formation en 2019



Source : Pôle emploi – SISF entrées en formation effectives

### Pôle emploi est le principal prescripteur de formation du bassin

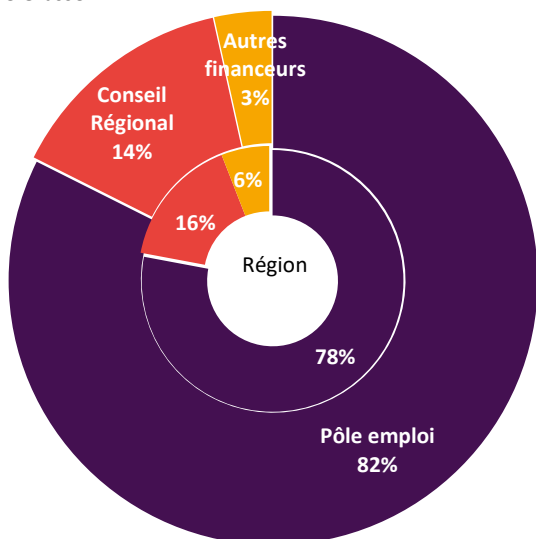
82% des formations du bassin sont financées par Pôle emploi en totalité ou en partie (78% en région). Les formations des Actions de Formation Conventionnée (AFC) sont les plus prescrites dans le bassin (38% des aides contre 36% en région), suivent les Actions Individuelles de Formation (AIF) avec 33% des aides contre 27% en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Les formations du Conseil Régional représentent 14% des aides (16% en région) [cf. Graphique 13].

Les principaux domaines de formation sont les services aux personnes avec 23%, l'échange et gestion (22%) et la formation générale, lettres, langues (12%). Les cinq principaux domaines [cf. Tableau 10] représentent près de trois entrées en formation sur quatre en 2019.

Graphique 13

### Les principaux financeurs de formation

bassin de Grasse



Source : Pôle emploi – SISF entrées en formation effectives

Tableau 10

### Les principaux domaines de formation

Domaine	Entrées en formation	Part (en %)
Services aux personnes	250	23%
Echange et gestion	240	22%
Formation générale, lettres et langues	130	12%
Fonction production	100	9%
Information, communication	80	7%
<b>Ensemble des entrées</b>	<b>1 090</b>	<b>100%</b>

#### EN SAVOIR PLUS

- retrouvez les requêteurs sur les entrées et sorties de formation ([lien](#))

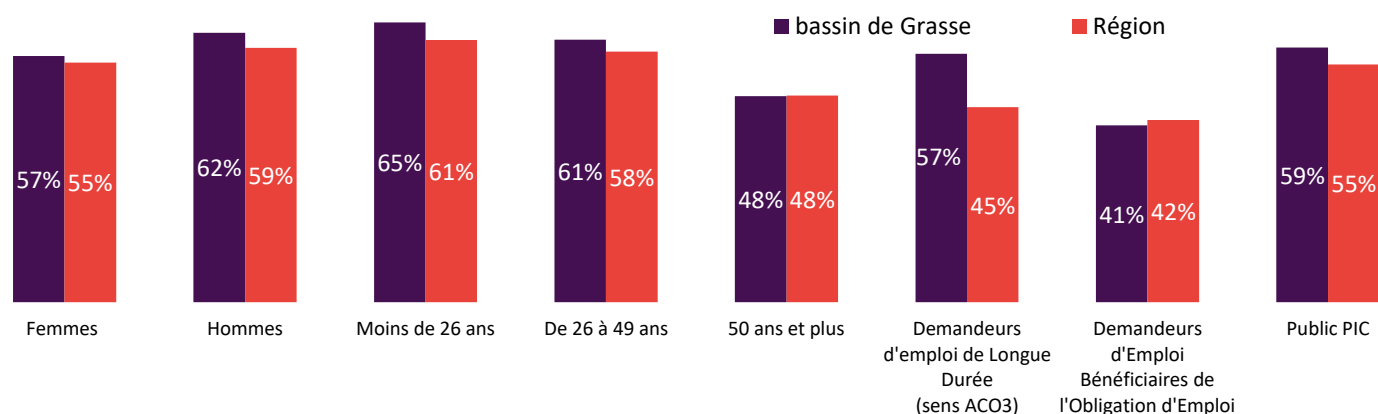


## 60% des sortants de formation ont accédé à un emploi six mois après la fin de leur formation

Dans le bassin de Grasse, environ 1 130 personnes sont sorties de formation en 2019. Parmi ces individus, 60% ont accédé à un emploi d'au moins un mois au cours des six mois qui ont suivi la fin de la formation. Au niveau des différents publics [cf. Graphique 14], certains accèdent plus favorablement à l'emploi comme les moins de 26 ans. D'autres comme les seniors et les bénéficiaires de l'obligation d'emploi sont plus éloignés de l'emploi.

Graphique 14

### Taux d'accès à l'emploi six mois après la fin de la formation selon les caractéristiques des demandeurs d'emploi



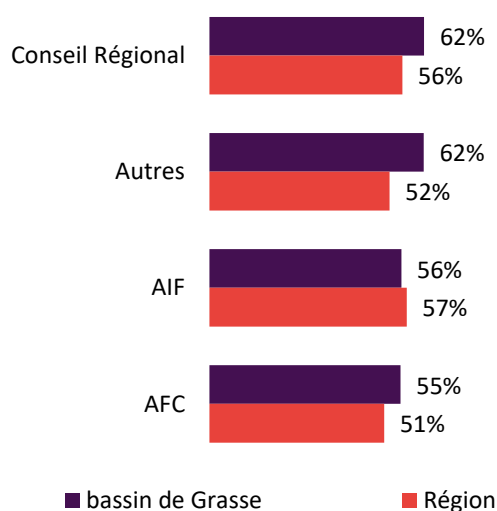
Source : Pôle emploi – SISF sortants de formation champ total

## Les formations du Conseil Régional permettent un meilleur accès à l'emploi

Certaines formations financées, pour la totalité ou pour partie par Pôle emploi, font partie des actions de formation qui donnent les meilleurs accès à l'emploi en 2019 [cf. Graphique 15]. Les formations du Conseil Régional et autres ont le meilleur taux d'accès avec 62% chacun. Les domaines de formation qui permettent un meilleur accès à l'emploi sont celui des services aux personnes (57%) avec les champs santé secteur sanitaire, hôtellerie restauration, action sociale, celui de l'échange et gestion (57%) avec le champ transport et celui de l'information, communication (56%) avec le champ secrétariat, assistantat [cf. Tableau 11].

Graphique 15

### Les accès à l'emploi selon le type de formation en 2019 (\*)



Source : Pôle emploi – SISF sortants de formation champ total

(\*) Les résultats des aides POEI et POEC n'étant significatifs pour certains territoires (moins de 60 sortants de formation), elles n'apparaissent pas sur le graphique.

Tableau 11

### Les principaux domaines par taux d'accès

Domaine	Taux d'accès à l'emploi (%)	Sortants de formation
Services aux personnes	57%	280
Echange et gestion	57%	250
Information, communication	56%	110
Fonction production	59%	100
Services à la collectivité	72%	80
<b>Total des sortants</b>	<b>100%</b>	<b>1 130</b>

Source : Pôle emploi – SISF sortants de formation champ total

## EN SAVOIR PLUS

- retrouvez les requêteurs sur les entrées et sorties de formation ([lien](#))



## Les mobilités géographiques des demandeurs d'emploi

L'observation du lieu de travail, par le biais de la reprise d'emploi (sens ACO1) et du lieu de résidence par le biais de la **ST**atistique du **M**arché du **T**ravail (STMT), permet d'identifier les départements où les demandeurs d'emploi cat. AB, inscrits en 2018, ont repris un emploi. 91% des demandeurs d'emploi ont accédé à un emploi dans un département de la région. Pour 2%, ils se dirigent vers la métropole parisienne [cf. **Tableau 11**].

Tableau 12

### Départements de travail les plus fréquents des DEFM cat. AB inscrits en 2018



Les 5 départements de travail les plus fréquents	
Alpes-Maritimes	85%
Var	3%
Bouches-du-Rhône	3%
Paris	2%
Savoie	1%

**Aide à la lecture :**

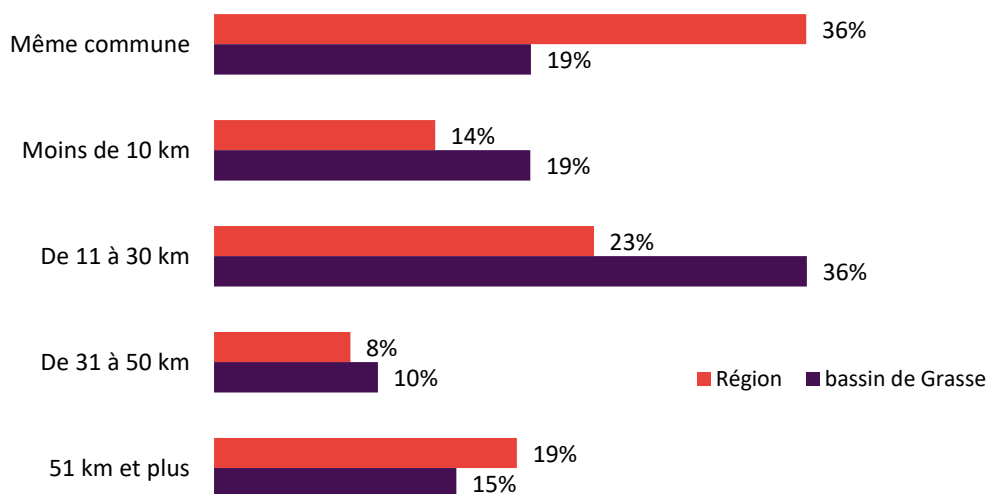
1% des demandeurs d'emploi cat. AB domiciliés dans le bassin de Grasse en 2018 ont trouvé un emploi en Savoie.

Source : Pôle emploi, STMT – ACOSS, DPAE

Les demandeurs d'emploi du bassin sont peu mobiles sur le plan géographique : c'est le principal frein périphérique à l'emploi. Près d'un sur cinq retrouvent un emploi dans leur commune de résidence (36% en région) et seulement 15% (un sur cinq en région) ont repris un emploi à plus de 50 kms de leur domicile [cf. **Graphique 16**].

Graphique 16

### Répartition des DEFM cat. AB selon leur distance domicile-travail



Source : Pôle emploi, STMT – ACOSS, DPAE

## En résumé

Le dynamisme démographique n'est pas un marqueur du bassin avec un taux de variation annuel de la population stable. La faible attractivité du bassin se confirme par un taux de variation annuel dû au mouvement migratoire proche de 0%.

La spécificité de l'emploi présentiel dans le bassin de Grasse (68%) oriente les demandeurs d'emploi vers de l'activité en lien avec les habitants du territoire et les biens et services qu'ils consomment. C'est pourquoi le secteur du commerce était toujours créateur d'emploi avant la crise sanitaire qui a fortement dégradé les embauches de ce dernier.

Avec un taux de chômage de 8,2% au 2<sup>e</sup> trimestre 2020, la main d'œuvre du bassin est aussi touchée par le chômage que la région. Un facteur d'exclusion persiste cependant : le manque de ressources affecte les personnes en recherche d'emploi, 14% des demandeurs d'emploi inscrits dans l'agence du bassin perçoivent le RSA.

Toutefois, malgré un contexte économique et social fragile, la progression de la demande d'emploi s'était atténuée d'année en année. La crise sanitaire a stoppé les perspectives d'amélioration dans le marché du travail et de l'emploi.

La mobilité est le frein périphérique à l'emploi le plus fréquemment rencontré par le réseau des agences Pôle emploi. 91% des demandeurs d'emploi cat. AB du bassin qui ont accédé à un emploi l'ont retrouvé dans la région et seulement 15% pour un emploi de plus de 50 kms.

En outre, la formation demeure une solution pour s'adapter au marché de l'emploi. En 2019, ce sont plus de 1 090 demandeurs d'emploi qui sont entrés en formation dans le bassin de Grasse. 60% des sortants de formation ont accédé à un emploi de plus d'un mois au cours des 6 mois qui ont suivi la fin de formation.

Le diagnostic territorial est une démarche sur quatre niveaux (Direction Régionale, Direction Territoriale, Bassin d'emploi Pôle emploi, Agence Pôle emploi) qui analyse le territoire pour orienter l'action de Pôle emploi. Il se compose de trois étapes : l'environnement socio-économique, l'action de Pôle emploi et le partenariat. Le portrait socio-économique est construit en associant un thème à une variable discriminante. Pour ces variables, la valeur du territoire est comparée à celle de la région. Les thèmes décrivent les dynamiques du marché du travail et de l'emploi affectant de façon significative et directe la capacité de retour à l'emploi des demandeurs d'emploi. Il s'agit notamment de la croissance démographique, du dynamisme économique et le potentiel d'emploi.

Le service Statistiques, Études, Évaluations de la Direction Régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur de Pôle emploi réalise annuellement 29 documents, 1 portrait Régional, 6 portraits Départementaux et 22 portraits bassins d'emploi (cf. carte ci-dessous) :

Direction Territoriale 04-05 (Briançon, Digne, Gap, Manosque),

Direction Territoriale 06 (Antibes, Cannes, Grasse, Menton, Nice),

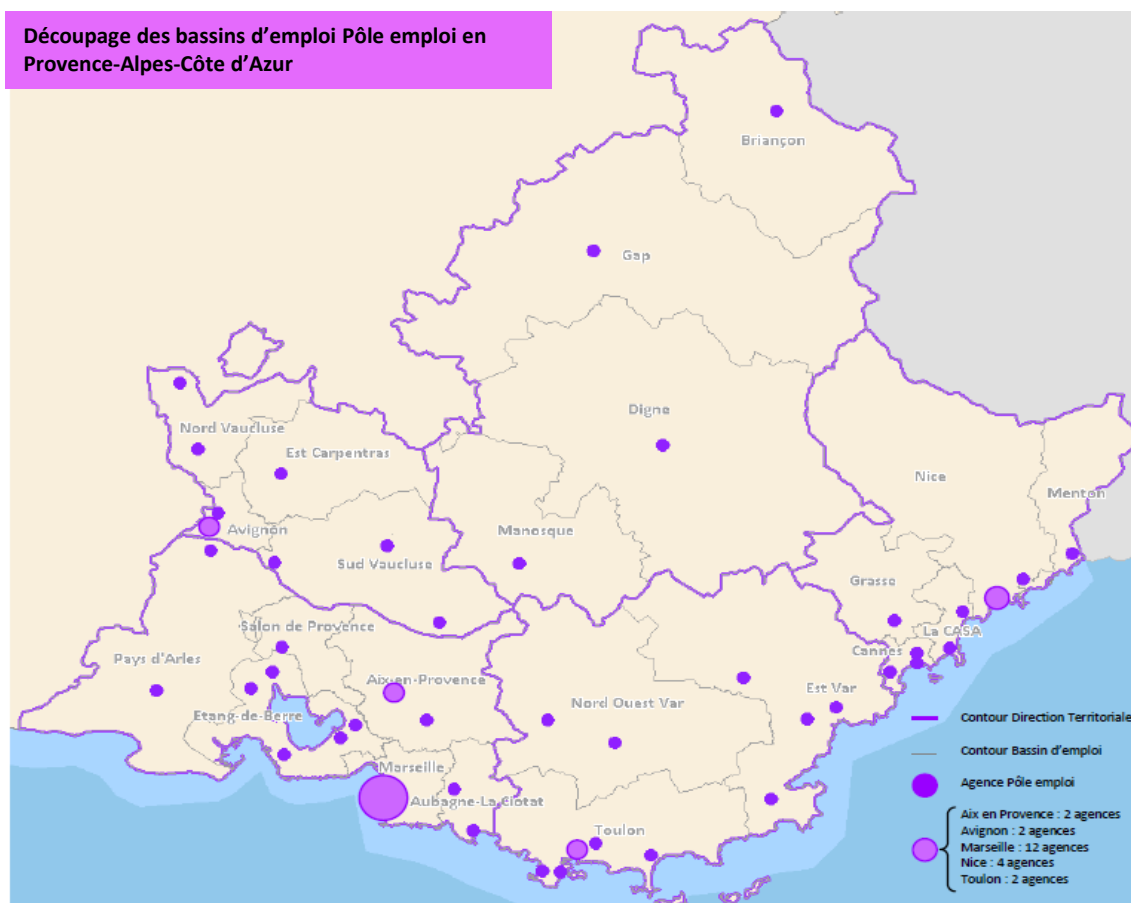
Direction Territoriale 13 (Aix-en-Provence, Aubagne-La Ciotat, Étang-de-Berre, Marseille, Pays d'Arles, Salon),

Direction Territoriale 83 (Est Var, Haut Var, Toulon),

Direction Territoriale 84 (Avignon, Est Carpentras, Nord Vaucluse, Sud Vaucluse).

Pôle emploi n'a pas retenu le découpage des zones d'emploi INSEE dans l'élaboration des bassins d'emploi, c'est une notion ressemblante mais différente. Un bassin d'emploi est un découpage initialement défini par l'ANPE puis par Pôle emploi. C'est un espace géographique où la majeure partie de la population habite et travaille. C'est un regroupement économique homogène d'agences Pôle emploi : en fonction de son adresse de résidence, chaque demandeur d'emploi s'inscrit à l'agence Pôle emploi qui couvre son bassin d'emploi.

Retrouvez toutes les informations sur la page régionale de [www.pole-emploi.org](http://www.pole-emploi.org) ainsi que les informations nationales sur [www.pole-emploi.org](http://www.pole-emploi.org).



Directeur de la publication  
Thierry LEMERLE

Directeurs de la rédaction  
Jean-Marie ROSSICH, Nicolas BIANCO

Réalisation  
Marjorie ZAKARIAN  
Direction de la Stratégie, Innovation & Lab  
Service Statistiques, études et évaluations

[www.pole-emploi.org](http://www.pole-emploi.org)



@Nous contacter : [statistiques.13992@pole-emploi.fr](mailto:statistiques.13992@pole-emploi.fr)

